

Entretien avec M. Jean-Louis Sanchez, fondateur et délégué général de l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS), auteur de *La Promesse de l'autre* (éd. Les Liens qui Libèrent), octobre 2013.

« À force de vouloir tout rendre égalitaire, on tue toute forme d'expression, d'épanouissement, de développement particulier des territoires. »

Pouvoirs Locaux: *Depuis un certain nombre d'années, la recherche de lien social est devenue une préoccupation majeure partagée. Pourtant, il semblerait que cela ne marche pas. À votre avis, pourquoi ?*

Jean-Louis Sanchez: Si la préoccupation du lien social semble partagée, elle débouche rarement sur des propositions opérationnelles. Certes, on recense partout des initiatives qui peuvent ponctuellement créer du lien, mais peu de démarches stratégiques. Or, parallèlement, tout encourage en France la transformation du lien social en lien de consommation. Aujourd'hui, on se satisfait de lien entre soi à travers les réseaux sociaux notamment. Mais on ne produit plus de rapport entre les générations, les cultures, les quartiers. On a transformé la quête d'autonomie, qui était indispensable et légitime, en quête d'individualisme forcené, en rejet des autres. La solidarité n'est plus pensée qu'en termes économiques, alors que le déficit de lien et de repère est aussi pathogène pour les familles et les personnes que la précarité de ressources financières. D'ailleurs le système statistique français ignore complètement la précarité relationnelle et identitaire, alors que paradoxalement les pouvoirs publics peuvent être bien plus efficaces sur le terrain des liens et des repères que sur le terrain économique.

Il serait grand temps que chacun admette que lorsqu'une société est ébranlée dans ses perspectives économiques, environnementales et identitaires, elle doit impérativement retrouver son unité en s'attaquant à tout ce qui crée de la défiance entre habitants, et entre habitants et gouvernants. Sur ce sujet, l'ODAS a le mérite depuis très longtemps d'être parmi les rares institutions à tirer la sonnette d'alarme.

Pouvoirs Locaux: *Comment expliquez-vous l'amplitude de cette crise sociétale ?*

Jean-Louis Sanchez: C'est une tendance universelle engendrée par une dynamique économique qui privilégie l'esprit consumériste au détriment des valeurs humanistes. Mais en France, ce mouvement est amplifié par d'autres phénomènes. Le fait d'abord que l'on a beaucoup développé la solidarité de droits (RMI, CMU, APA...), ce qui était nécessaire, sans parallèlement affirmer la nécessité d'entretenir les devoirs. En fait, nous avons une prégnance des droits et une ignorance des devoirs. Le goût du projet collectif n'est plus entretenu. Les problèmes sociaux ne sont pas traités de façon globale mais de façon spécialisée, on a mis des barrières partout. Le handicap et la dépendance, c'est la même chose, et pourtant en France, quand vous avez moins de 60 ans c'est du handicap, quand vous avez plus de 60 ans, c'est de la dépendance. Tout ceci explique l'émiettement du tissu social en France.

De cette société éteinte est née une prolifération de normes. Quand il n'y a pas d'idées, on crée des normes. Nous sommes dans une démocratie d'émotion où chaque fois qu'il y a un accident, il faut une norme, une loi. Et tout ceci empêche l'épanouissement de la vie sociale. Le bilan est dévastateur.

Pouvoirs Locaux: *Comment réagir ? Quelles sont les priorités ?*

Jean-Louis Sanchez: Il faut renverser complètement l'ordre des priorités politiques, des regards et des postures. Nous devons aller vers une métamorphose de la société pour transformer le regard sur l'âge, sur la diversité. Cessons de juger de façon négative que la France vieillisse et se colore, affirmons au contraire que la France vieillit et se colore, et que c'est tant mieux.

Il conviendrait de donner la priorité à la nécessité de reconstruire des liens et des repères dans ce pays,

en se fixant trois objectifs : faire de chaque citoyen un acteur engagé dans les solidarités de proximité ; repenser la solidarité pour la rendre plus empathique ; redéfinir l'organisation des pouvoirs publics pour revitaliser la démocratie.

Pour être concret, je citerai comme exemple l'école qui depuis de nombreuses années a perdu sa vocation à transmettre des valeurs et des repères pour nos enfants. C'est pourquoi, je propose de réinvestir l'école qui ne doit pas être que l'affaire des enseignants mais aussi l'affaire de tous les acteurs du quartier. Les travailleurs sociaux sont aujourd'hui trop souvent dans des bureaux dont il faut les extraire pour leur permettre d'intervenir dans les écoles, afin d'agir préventivement auprès des enfants désemparés et des familles désorientées. Il faudrait également permettre aux aînés de jouer un rôle éducatif dans les écoles à travers l'enseignement des métiers, de la mémoire du quartier, des expériences significatives... Cela faciliterait d'ailleurs l'organisation des nouveaux rythmes scolaires avec trois types d'intervenants : les enseignants, les animateurs, les retraités.

Autre proposition, l'extension du rôle des bénévoles à tous services publics. En effet, en plus d'une réponse professionnelle, il est nécessaire d'apporter une réponse humaine, portée par notamment des jeunes retraités. Aujourd'hui, il y a des milliers de gens disponibles qui ne sont pas bénévoles, parce que justement on ne leur a pas donné l'occasion de l'être. Plus globalement, l'enjeu est de dépasser les réticences, les conservatismes pour généraliser toutes les initiatives susceptibles de briser la tendance aujourd'hui dévastatrice du repli sur soi.

Pouvoirs Locaux : Pouvez-vous donner des exemples de ces réalités collectives intergénérationnelles ?

Jean-Louis Sanchez : Il est possible de citer l'exemple des « journées citoyennes » en Alsace où les habitants d'une trentaine de villes consacrent dorénavant une journée chaque année pour briser les barrières entre eux, en s'impliquant collectivement dans des travaux de réhabilitation des bâtiments, des espaces verts...

Quand, comme à Berrwiller, les deux tiers des habitants, pendant toute une journée, les jeunes avec les vieux, les anciens résidents et les nouveaux arrivants travaillent ensemble dans des chantiers avec les entreprises, cela vous change une ville pendant toute une année.

Il existe également l'opération « outils en main », un regroupement d'associations qui a pour objectif l'initiation des jeunes de 9 ans à 14 ans, aux métiers manuels, par des gens de métier, artisans ou ouvriers qualifiés, bénévoles, généralement à la retraite. Pourquoi ne généralise-t-on pas « outils en main » dans toutes les villes de France. Or, il en existe très peu.

Il en va de même pour « les Jardins de Cocagne ». Ce sont des jardins maraîchers biologiques à vocation d'in-

sertion sociale et professionnelle. À travers la production et la distribution de légumes biologiques, sous forme de paniers hebdomadaires, à des adhérents, ces jardins créent du lien social tout en permettant à des adultes en difficulté de retrouver un emploi et de (re)construire un projet personnel. Pourquoi ne les généralise-t-on pas ?

Pouvoirs Locaux : Dans votre livre, vous insistez sur la nécessité d'agir en amont des problèmes sociaux en privilégiant la prévention sur la réparation. Comment y parvenir ?

Jean-Louis Sanchez : Il faut cesser de bâtir des réponses « segmentées » au profit d'une adaptation des services de droit commun aux besoins des uns et des autres. C'est-à-dire qu'aujourd'hui plutôt que d'avoir des clubs troisième âge, il conviendrait d'éviter tout ce qui stigmatise une population, par exemple par le développement de l'habitat intergénérationnel, des clubs intergénérationnels...

Par ailleurs, il faut cesser de parler d'accessibilité uniquement sur un plan technique. La première des accessibilités consiste en la présence humaine. Or, partout, la présence humaine est détruite, ce qui empêche les personnes âgées et les personnes handicapées d'avoir une vie sociale. De plus, la présence humaine, c'est de l'emploi. Une des priorités de notre pays devrait donc être de rétablir partout des emplois offrant une prestation humaine.

Tout ceci constitue une multitude de réponses qui pourraient être mises en œuvre à condition de vouloir en faire une priorité nationale, un véritable plan Marshall du lien social. Ce serait une manière de ré-instruire, au cœur de la République, l'idée que la République ne doit pas aboutir à la construction de barrières entre les quartiers, les âges, les habitants, mais au contraire gommer les barrières.

Pouvoirs Locaux : Doit-on pour ce faire améliorer l'organisation des pouvoirs publics ?

Jean-Louis Sanchez : Il est en effet nécessaire de réorganiser les pouvoirs publics en partant d'une conception nouvelle de la décentralisation. Celle-ci ne fragilise pas la République, mais la consolide. Car si la liberté et l'égalité sont principalement l'affaire de l'État, la fraternité est l'affaire du local. Je pense bien sûr d'abord aux communes, mais aussi aux départements. Ceux-ci ont une compétence incontournable en matière de solidarité avec un positionnement tout à fait satisfaisant fait de proximité et d'éloignement. En outre, le département a une véritable légitimité historique.

S'il fallait choisir entre l'échelon départemental et régional, je n'hésiterais pas à opter pour le premier. J'ajoute que les régions ont été initiées par des processus qui n'ont rien à voir avec la rationalité tant en ce qui concerne

leurs compétences que leurs ressorts territoriaux. De fait les régions dépouillent l'État de compétences stratégiques qui devraient en relever (ex. : les grands investissements structurants en matière économique : les grands transports, les aéroports, les routes...). Cette dispersion de la planification entre Région et État est nuisible.

Je pense enfin que le niveau régional doit d'autant plus être discuté que du point de vue européen, se produit une véritable mutation. L'Europe des régions, longtemps définie comme un objectif, perd de plus en plus sa crédibilité. En effet, on assiste à l'émergence de l'Europe des égoïsmes : les régions riches ne veulent plus des régions pauvres. L'Europe des États est donc en train d'être réhabilitée, et dans ces circonstances rien ne serait pire que de voir l'État français donner paradoxalement plus de considération à la région.

Pouvoirs Locaux: *Est-ce que la création de lien ne passe pas par un rééquilibrage entre, par exemple, l'Ile-de-France – qui représente 30 % du PIB métropolitain – et les territoires, avec un développement de l'emploi de proximité (comme vous l'évoquez dans votre livre) de façon à ce que les habitants puissent circuler ?*

Jean-Louis Sanchez: Le discours sur l'égalité doit être pris avec prudence car il peut entraîner une atteinte à la liberté. À force de vouloir tout rendre égalitaire, on tue toute forme d'expression, d'épanouissement, de développement particulier des territoires.

On vivait très bien jusqu'à la crise sans que ce problème de l'égalité des territoires se pose comme c'est le cas actuellement. C'est donc la crise qui pose le problème, ce n'est pas la décentralisation. D'ailleurs il faut relever que la décentralisation n'a pas aggravé les inégalités entre territoires, mais les a réduits. Par exemple, ceux qui avaient fait beaucoup en matière de solidarité ont réduit leurs efforts depuis la décentralisation. Ceux qui en avaient fait moins ont fait un peu plus. Concrètement, on assiste depuis trente ans à une résorption des inégalités de 30 % entre les départements : la proximité régule aussi bien que la norme c'est-à-dire que les élus confrontés à l'expression des besoins sont obligés de les satisfaire.

En revanche, ce qui est inquiétant, c'est la répartition inégalitaire de l'emploi entre territoires. C'est une question importante qui dépasse largement la question de la décentralisation. Comment sommes-nous capables d'avoir une véritable politique de l'emploi qui irrigue tous les territoires ? J'ai déjà insisté sur la nécessité d'investir massivement sur les emplois de proximité, mais je voudrais citer un exemple sur les stations services.

Ainsi, une équipe de chercheurs vient par exemple de démontrer que le recours à des pompistes en stations-service n'engendrerait qu'une dépense supplémentaire de deux centimes par litre de carburant. Un coût bien



Crédit photo : Tyler Olson-Fotolia.com

Je propose de réinvestir l'école qui ne doit pas être que l'affaire des enseignants mais aussi l'affaire de tous les acteurs du quartier. Les travailleurs sociaux sont aujourd'hui trop souvent dans des bureaux dont il faut les extraire pour leur permettre d'intervenir dans les écoles, afin d'agir préventivement auprès des enfants désemparés et des familles désorientées.

faible au regard de celui de l'exclusion, généralement sous-estimé, faute d'y intégrer les retombées du chômage sur la santé des exclus, sur l'éducation des enfants, sur la sécurité des quartiers.

Enfin, sur le terrain de l'égalité des territoires, il ne faut pas confondre « égalité » et « équité ». On vit peut-être avec moins d'argent en Creuse mais peut-être y vit-on mieux qu'en région parisienne parce qu'il y a une qualité de vie, des services moins coûteux qu'en région parisienne. Il faut aussi être très vigilant sur la question du bien-être qui n'est pas seulement une question quantitative mais aussi qualitative. Plutôt que de mesurer quantitativement l'égalité entre départements, on devrait rechercher d'autres indicateurs notamment celui du bien-être qui s'apprécie davantage sur le terrain qualitatif que quantitatif. C'est bien, dans tous les domaines, d'un changement de paradigme dont nous avons besoin.

Propos recueillis par Carmen Guerreiro